

La place de la viande¹ dans le modèle alimentaire français : bilan et perspectives

J. RAUDE

EHESS, Centre d'études transdisciplinaires, 22 rue d'Athènes, 75009 Paris

RESUME - La filière viande a été confrontée à partir du milieu des années 90 à une succession d'alertes sanitaires qui a connu sans aucun doute son paroxysme dans la seconde crise de l'ESB survenue en octobre 2000. L'objectif de cette étude est de caractériser les perceptions et le comportement des consommateurs à l'égard de la viande dans le contexte de post-crisis. Les données présentées dans cet article sont issues de deux grandes enquêtes réalisées par le CRÉDOC en 1999 et 2003 auprès d'échantillons représentatifs de la population française (méthode des quotas). Leur analyse tend à démontrer (1) une surestimation de la consommation réelle de viande, (2) des différences socio-démographiques très significatives dans la consommation des différents produits et (3) une perception des risques liés aux produits carnés qui reste très élevée. Ces enquêtes montrent également une baisse sensible de la consommation de viande entre 1999 et 2004 qui résulte probablement – en partie – de changements durables dans la perception des risques alimentaires.

Fresh meat consumption in the French dietary pattern: assessment and prospects

J. RAUDE

EHESS, Centre d'études transdisciplinaires 22 rue d'Athènes, 75009 Paris

SUMMARY - With the occurrence of the second BSE scare in October 2000, the French meat industry certainly experienced the most serious crisis after the many meat safety scares of the nineteen-nineties. The aim of this study was to examine consumer perceptions and behavior toward meat consumption in France in the aftermath of the food safety crises. Data are based on a series of cross-sectional investigations performed by the CREDOC in 1999 and 2003 from representative samples of about 1500 adult consumers (quota method). The results show (1) a considerable overestimation of the actual meat consumption levels, (2) significant socio-demographic differences in most of the meat consumption levels, and (3) high perceived risk associated with meat consumption. These investigations also indicate important decreasing meat consumption levels between 1999 and 2004, probably as a result of durable shifts in the health-related risk perceptions.

INTRODUCTION

Depuis le milieu des années 90 qui se caractérise notamment par le développement en Europe de la première crise dite de "la vache folle", l'industrie agroalimentaire – et la filière viande et produits carnés en particulier – a été confrontée à une succession impressionnante de crises sanitaires plus ou moins graves. En France, cette succession de crises a connu sans aucun doute son paroxysme avec la seconde crise de "la vache folle" survenue à l'automne 2000. Après la médiatisation d'une série d'événements dramatiques liés à l'ESB, la consommation de viande bovine a chuté de plus de 30 % pendant plusieurs semaines. Il convient de noter par ailleurs que ces crises interviennent dans un contexte de baisse tendancielle de la consommation de produits carnés. Il apparaît en effet que le volume de la consommation totale de viande par habitant baisse régulièrement depuis 1990 au profit des plats cuisinés (Combris, 1996). Malgré les efforts de la filière, les données actuelles laissent à penser que leur consommation ne reviendra pas à son niveau antérieur à la crise. C'est donc bien dans un contexte de post-crisis que s'inscrivent aujourd'hui l'offre et la demande de produits carnés.

L'objectif de cette étude est de caractériser plus précisément – à la suite de ces crises majeures – les perceptions et le comportement des consommateurs français à l'égard de la viande. Au-delà de la dynamique de changement observée dans les préférences alimentaires au tournant des années 90, les turbulences récentes nous amènent à poser un certain nombre de questions sur la place actuelle de la viande dans le modèle alimentaire français. Quelle est aujourd'hui la distribution réelle de la consommation de viandes en France

et comment évolue-t-elle ? Quelle est la structure sociologique de la consommation de viandes ? Quelle est la structure de la perception des risques liés à la consommation de viande ? De nombreuses études ont en effet mis en évidence une relation statistique entre les changements dans la perception des risques – aux premiers rangs desquels les risques liés aux maladies animales transmissibles à l'homme telles que l'ESB et les changements intervenus dans la consommation de viandes et de produits carnés (Burton *et al.*, 1999 ; Hyun & Won, 2003 ; Weitkunat *et al.*, 2003 ; Setbon *et al.*, 2005). Plus généralement, Verbeke (2001) a récemment proposé un modèle de décision alimentaire spécifique à la viande (figure 1).

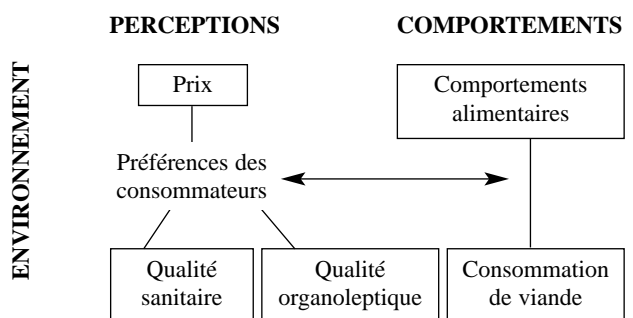


Figure 1 : modèle de la décision alimentaire en matière de viande (Verbeke, 2001)

En se fondant sur les techniques d'analyses factorielles (analyses en composantes principales), Verbeke a montré que les attitudes et les comportements des consommateurs en matière de viandes fraîches – dans le contexte de la crise de la dioxine – procédaient de trois facteurs principaux : la

¹ Nous entendons dans cette étude par le terme générique "viande", les viandes de boucherie (agneau, bœuf, porc, veau, cheval) et par le terme "produits carnés", les viandes de boucherie plus les produits tripiers, les gibiers, les volailles, les charcuteries et les viandes non-identifiées

perception de la qualité sanitaire des produits (par exemple, la présence d'agents toxiques ou infectieux), la perception de la qualité organoleptique des produits (aspect, flaveur, tendreté, etc.) et la perception du prix des produits. Toutefois, s'il existe bien une corrélation entre ces trois facteurs, les résultats de ses enquêtes tendent à indiquer que seule la perception de la qualité sanitaire des produits (bœuf, volailles, porc) évoluent significativement dans le temps.

1. MATERIEL ET METHODES

Les résultats de cette étude sont fondés sur les données collectées par le CRÉDOC dans le cadre des enquêtes INCA 1999 (Volatier, 2000) et CCAF 2004 (données non-publiées). L'enquête Individuelle Nationale sur les Consommations Alimentaires (INCA) a été réalisée entre les mois d'août 1998 et de juin 1999 et l'enquête sur les Comportements et les Consommations Alimentaires des Français (CCAF) entre les mois d'octobre 2002 et de juillet 2003 à la demande de différents groupes institutionnels et privés. Les échantillons étaient constitués de près de 2000 adultes de plus de 15 ans et d'environ 1000 enfants et préadolescents âgés de 3 à 14 ans. Au total, 3003 personnes ont été interrogées sur leurs consommations individuelles dans le cadre de l'enquête INCA et 2978 dans le cadre de CCAF. Le recrutement des échantillons adultes a été assuré par stratification (région géographique et taille d'agglomération) et par la méthode des quotas (âge, sexe, profession et catégorie socioprofessionnelle individuelle et taille du ménage). Afin de mesurer la représentativité nationale des personnes interrogées dans le cadre de ces enquêtes, les principales caractéristiques socio-démographiques de l'échantillon adulte ont par ailleurs été comparées aux données issues du recensement de l'INSEE. Comme les différences observées sont apparues généralement peu significatives, les données de ces enquêtes n'ont pas fait l'objet de redressements statistiques.

Par ailleurs, le relevé des consommations alimentaires a été effectué par les enquêtés sur une période de 7 jours consécutifs, à l'aide d'un carnet de consommation, l'identification des aliments et des portions étant facilitée par l'utilisation d'un cahier photographique. Cette méthodologie est de loin la plus utilisée dans les enquêtes européennes sur les consommations alimentaires individuelles. L'échantillon des adultes d'INCA comportait à l'origine 1985 individus de 15 ans et plus, contre 1871 pour l'échantillon CCAF. Toutefois, afin d'écartier le biais lié à la sous-déclaration des consommations alimentaires de certains enquêtés, les sujets "sous-évaluants" ont été isolés. Les résultats présentés dans cette étude reposent donc sur les relevés d'un échantillon de 1474 individus adultes normo-évaluants dans INCA et 1361 dans CCAF.

2. RESULTATS

2.1 LA CONSOMMATION DE VIANDE ET DE PRODUITS CARNES

Dans l'enquête INCA, la consommation moyenne de produits carnés (hors plats cuisinés) s'élève à 150 grammes par jour et par personne. Plus précisément, 25 % des sujets consomment moins de 100 g / j de produits carnés, 50 % moins de 140 g / j et 75 % moins de 190 g / j. En terme de structure, la consommation des produits carnés se distribue

par ordre décroissant de la manière suivante : les viandes de boucherie (bœuf, porc, agneau, veau et cheval), les charcuteries, les volailles & gibiers, les produits tripiers. Avec un taux de consommation hebdomadaire (TCH) de 96 % et une consommation individuelle moyenne (CIM) d'environ 69 g par jour, la viande bouchère apparaît comme le produit carné le plus largement consommé par les Français. Elle est largement supérieure à celle de la charcuterie (TCH = 94 % ; CIM = 39 g / jour) et des volailles & gibiers (TCH = 82 % ; CIM = 39 g / jour). Les produits tripiers font l'objet d'une consommation moins régulière (3 g / j / pers.) et recueillent moins de 17 % des consommateurs par semaine. Il convient enfin de noter que les vrais végétariens constituent moins de 1 % de l'échantillon INCA (n = 4).

Dans l'enquête CCAF, la consommation moyenne de produits carnés n'est plus que de 105 grammes par jour et par personne, ce qui correspond à une baisse d'environ 30 % par rapport à l'enquête INCA. La consommation de viandes de boucherie s'élève désormais à 52 grammes par jour et par personne (soit une baisse d'environ 25 %), devant les charcuteries (36 g / j / pers., soit -8 %), les volailles & gibiers (24 g / j / pers., soit -39 %) et les produits tripiers (3 g / j / pers., *statu quo*). Ce mouvement baissier affecte également les fruits et légumes frais, les poissons et les matières grasses, tandis que dans le même temps les céréales, les plats composés, les desserts lactés, les pizzas et les sandwichs connaissent une progression remarquable.

2.2 SOCIOLOGIE DE LA CONSOMMATION DE VIANDE

Il existe par ailleurs une grande variabilité socio-démographique de la consommation de viandes. Dans l'enquête INCA, parmi les différentes variables socio-démographiques étudiées, seuls le sexe, la situation familiale, l'âge et la catégorie socioprofessionnelle sont apparus très significativement associés à l'alimentation carnée (ANOVA, $p < 0,001$).

Le sexe : il existe apparemment des différences considérables dans la distribution sexuelle de la consommation de produits carnés. Les hommes mangent en moyenne une quantité de viandes supérieure d'environ un tiers (37 %) à celle des femmes (173 g / jour contre 126 g / jour). Cependant, les différences sexuelles ne portent que sur le volume de consommation des différents types de viandes. La structure proportionnelle de la consommation de produits carnés est en effet quasi identique pour les deux sexes.

L'âge : l'âge a un effet non-linéaire sur la consommation de produits carnés : la ration moyenne quotidienne croît régulièrement avec l'âge, puis elle diminue sensiblement à partir de 65 ans (128,3 g / jour contre 150 g / jour en moyenne). La différence est particulièrement importante pour la viande de porc dont les personnes âgées consomment une quantité inférieure de 28 % à celle de la moyenne de l'échantillon. Structurellement, les personnes âgées se distinguent également en ce qu'elles consomment moins de porc et de bœuf, mais plus de produits tripiers, d'agneau et de veau. De leur côté, les plus jeunes (15-24 ans) tendent à favoriser la consommation de bœuf qui constitue près de 25 % de leur ration moyenne quotidienne de viandes (contre seulement 19 % pour l'ensemble de l'échantillon).

La profession : deux catégories socioprofessionnelles se distinguent nettement dans l'échantillon INCA par une consommation plus élevée de produits carnés. Il s'agit des personnes appartenant à des ménages dont le chef famille est ouvrier ou agriculteur. Dans les familles d'agriculteurs (n = 36), la consommation moyenne de produits carnés s'élève à près de 200 grammes par jour (CIM = 195,6 g / j), ce qui représente une quantité supérieure d'environ un tiers par rapport à l'ensemble de la population. Dans les familles d'ouvriers (n = 330), elle se situe à environ 168 grammes par jour (soit 14 % de plus que la moyenne de l'échantillon). Les autres catégories socioprofessionnelles font apparaître un niveau de consommation de produits carnés relativement proche qui se situe entre 136 et 154 g / jour. Structurellement, la consommation de bœuf est particulièrement élevée pour ces deux catégories socioprofessionnelles (environ un tiers de plus que la consommation moyenne individuelle). Par contre, les agriculteurs se distinguent nettement des ouvriers en ce qu'ils consomment massivement des volailles (+65 % par rapport à la moyenne de l'échantillon) tandis que les ouvriers tendent à consommer plus de charcuteries (+17 % par rapport à la moyenne de l'échantillon).

2.3 LA PERCEPTION DES RISQUES ALIMENTAIRES

A côté des données comportementales, ces enquêtes intégraient un certain nombre de questions sur les attitudes en matière de risques alimentaires. D'une manière générale, lorsqu'on interroge les sujets adultes – par question ouverte – sur les risques majeurs liés à l'alimentation, les risques nutritionnels dont on pense qu'ils sont liés à la surconsommation d'aliments riches en matière grasse et cholestérol sont largement identifiés par une grande majorité d'entre eux. Ainsi, le surpoids et l'obésité sont spontanément cités par environ un quart des répondants (INCA : 32 %, CCAF : 25 %), les maladies cardio-vasculaires et l'hypercholestérolémie environ un cinquième d'entre eux (INCA : 22 % et 20 %, CCAF : 21 % et 17 %). Curieusement, en ces périodes post-crisis, les risques toxiques et infectieux semblent peu mobiliser l'attention du public : les risques de contaminations chimiques ou biologiques tels que l'ESB ne sont spontanément cités que par 14 % des sujets adultes de l'enquête INCA et 15 % de ceux de CCAF. A priori, les problèmes nutritionnels semblent donc largement dominer la représentation sociale du risque alimentaire.

Par ailleurs, lorsqu'on interroge par question ouverte les sujets de l'enquête INCA sur les produits alimentaires présentant le plus de risques, les principales réponses obtenues sont les suivantes : les matières grasses (INCA : 27 %, CCAF : 25 %), les viandes (INCA : 21 %, CCAF : 36 %), les charcuteries (INCA : 4 %, CCAF : 11 %), les produits sucrés (INCA : 11 %, CCAF : 12 %), les produits génétiquement modifiés (INCA : 8 %, CCAF : 7 %), les alcools (INCA : 6 %, CCAF : 11 %) et les produits de la restauration rapide (5 %). Les graisses et les viandes continuent donc à focaliser l'attention du public en tant que produits à risque pour la santé. Apparemment, comme le souligne Volatier *et al.* (2000), "*Les matières grasses et les produits d'origine animale cristallisent la notion de risque alimentaire*". Toutefois, les données complémentaires obtenues par questions fermées à partir de produits à risque dans l'enquête CCAF tendent à relativiser quelque peu ces

résultats : environ un quart (25 %) des répondants considèrent en effet que la viande, la charcuterie ou les produits à base de bœuf (ravioli, moussaka, etc.) présentent des risques importants pour la santé loin devant le vin (10 %), les fromages (11 %) ou les produits de la mer (16 %). Les produits riches en matières grasses ne semblent guère focaliser l'attention des consommateurs. Ce sont donc bien la viande et les produits carnés qui structurent la perception actuelle des risques liés aux pratiques alimentaires.

3. DISCUSSION

Au cours des trente dernières années, la place symbolique et nutritionnelle de la viande dans le modèle alimentaire français a fait l'objet d'évolutions spectaculaires. Marqueur privilégié du "bien manger" jusqu'à la fin des années 70, la consommation de viande a connu – dans la plupart des pays occidentaux – une baisse assez nette au tournant des années 90. La plupart des analyses consacrées à ce phénomène ont mis l'accent sur l'impact des recommandations nutritionnelles et, à travers elles, la promotion de la réduction des matières grasses d'origine animale dans notre alimentation (Combris, 1996). L'idée selon laquelle on mange trop de produits carnés reste d'ailleurs relativement prégnante dans le discours nutritionnel contemporain, tel qu'il s'exprime notamment dans la presse féminine. D'une manière générale, l'analyse des données issues des enquêtes INCA et CCAF contraste assez singulièrement avec cette représentation nutritionnelle. La consommation réelle de produits carnés au sein de la population française apparaît très inférieure aux données de consommation apparente calculée selon la méthode des bilans alimentaires (environ 300 g / jour / personne en 1999 selon les données des services d'enquêtes et d'études statistiques du ministère de l'agriculture). Dans l'enquête INCA, la consommation quotidienne de produits carnés n'est en moyenne que de 148 g / jour. En extrapolant ces données à l'ensemble de la population, cette portion moyenne ne représente qu'environ 11 % du volume des prises alimentaires quotidiennes (hors eaux et boissons), 14 % des apports énergétiques, 21 % des apports lipidiques et 37 % des apports protéiques quotidiens des adultes. En outre, il convient de noter à nouveau que le volume moyen de consommation de produits carnés (hors plats cuisinés) a sensiblement baissé entre 1999 et 2003 puisqu'il ne s'élève plus qu'à environ 105 grammes par jour et par personne dans l'enquête CCAF. En France, la consommation de viande ne constitue donc probablement pas le marqueur du déséquilibre alimentaire que l'on stigmatise parfois. Comme nous l'avons indiqué plus haut, les graisses et les viandes sont considérées dans les enquêtes INCA et CCAF comme les produits alimentaires présentant le plus de risque pour la santé. Ces résultats restent relativement cohérents avec ceux obtenus en 1998 par Jean-Pierre Poulain (2002) sur la base de la question "Selon vous, quels sont les produits alimentaires dont il faut limiter la consommation pour être en bonne santé ?". Dans le contexte anxigène qui caractérise cette période et en l'absence de données complémentaires, la perception des risques associés à la consommation de la viande peut paraître difficile à interpréter. Rappelons que les données sur les attitudes et les opinions des enquêtés indiquent clairement que les risques nutritionnels – contrairement aux risques sanitaires – sont spontanément et largement reconnus comme les risques majeurs liés à l'alimentation.

Une première interprétation possible de ces résultats est qu'il existe, au moins chez une partie des consommateurs interrogés, une association croissante entre le produit "viande" et les risques nutritionnels "surpoids", "cholestérol" ou "maladies cardio-vasculaires", les risques toxicologiques et infectieux ayant été pour l'essentiel refoulés. Dans son enquête, Poulain (2002) a en effet montré que la charcuterie et la viande porcine étaient considérées – avant les matières grasses – comme le premier type d'aliments dont il faut limiter la consommation pour ne pas grossir (69 % de citations spontanées). Les autres types de viande ne recueillant toutefois que 9 % de citations spontanées. Si l'hypothèse d'une association entre la consommation de viande (hors viande porcine) et des risques nutritionnels était toutefois confirmée, cela signifierait que l'on assiste à une évolution significative de la représentation nutritionnelle de la viande dans l'imaginaire collectif, c'est à dire de la place symbolique de la viande dans le modèle alimentaire français. Une seconde interprétation est cependant qu'il existe une dichotomie dans la perception sociale des "risques majeurs" et celle des "produits à risque", les risques nutritionnels dominant la première et les risques toxiques ou infectieux la seconde. Au-delà des considérations hygiéno-esthétiques, Lambert (1987) avait en effet pu mettre en évidence – dès les années 80 – l'importance croissante de la peur d'empoisonnement collectif dans l'évitement des produits carnés revendiqué très tôt par certains groupes de consommateurs (lipophobes, néo-végétariens, etc.). Avec ou sans graisse, la consommation de viande est ici perçue comme potentiellement dangereuse. Avec la multiplication des alertes sanitaires et l'émergence de maladies animales transmissibles à l'homme, cette représentation apparaît désormais largement partagée au sein de la population française. Les données complémentaires obtenues dans le cadre de CCAF vont d'ailleurs en ce sens. A partir d'une liste fermée de produits alimentaires – caractéristiques des études psychométrique sur les risques, les analyses du CRÉDOC montrent en effet que les produits carnés (viande, charcuterie, produits à base de viande bovine) dominent très largement la perception des risques liés à la consommation de produits alimentaires. Or, il est fort peu probable qu'une perception nutritionnelle défavorable des produits carnés puisse expliquer à elle seule les différences très significatives observées entre les différents produits cités. Il convient par ailleurs de préciser à nouveau que la consommation de produits carnés en général – et de viande de boucherie en particulier – a connu un ralentissement dès la fin des années 80. La plupart des analyses socio-économiques attribuent ce mouvement à un changement

profond des préférences alimentaires des consommateurs. Dans cette perspective et en l'absence de données complémentaires, la tentation est grande de ne voir dans les crises sanitaires des années 90 qu'un amplificateur de tendances latentes dans le modèle alimentaire français et de penser que les courbes de consommation de viande auraient probablement peu changé sans les crises sanitaires récentes. En effet, les études récentes réalisées au Royaume-Uni (Burton *et al.*, 1999) et au Japon (Hyun & Won, 2003) ne confirment pas cette hypothèse. D'une manière générale, leurs résultats tendent plutôt à attribuer aux changements intervenus dans la perception des risques alimentaires liés notamment à l'ESB, une part importante des changements observés dans les comportements alimentaires et il y a tout lieu de penser que c'est également ce qui s'est produit en France.

CONCLUSION

Ces deux enquêtes tendent à mettre en évidence une consommation modérée de la viande et des produits carnés au sein de la population française, ainsi qu'une légère baisse de leur consommation entre 1999 et 2004. Au-delà de la baisse tendancielle qui affecte ce type de produits depuis la fin des années 80, les évolutions observées résultent probablement – en partie – de changements durables dans la structure de la perception des risques alimentaires.

Cette étude a été réalisée en collaboration avec le Centre d'Information des Viandes dans le cadre d'une convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE). Pour toutes les informations concernant la consommation de viande en France, il est possible de prendre contact avec le CIV, 64 rue de Taitbout, 75009 Paris (civ@civ-viande.org).

- Burton M., Young T., Cromb R., 1999**, Cahiers d'économie et de sociologie rurale, 50, 8-19
Combris P., 1996, INRA sciences sociales, 9(3)
Hyun J.J., Won W.K., 2003, European review of agricultural economics, 30(2), 173-192
Lambert J.-L., 1987, L'évolution des modèles de consommation alimentaire en France, Lavoisier
Poulain J.-P., 2002, Manger aujourd'hui : attitudes, normes et pratiques. Privat
Setbon M., Raude J., Fischler C., Flahault A., 2005, Risk Analysis (à paraître)
Verbeke W., 2001, Food Quality and Preference, 12, 489-498
Volatier J.-L., 2000, Enquête individuelle et nationale sur les consommations alimentaires. TEC & DOC
Weitkunat R., PottgieBer C., Meyer N., Crispin A., Fisher R., Schotten K., Kerr J., Überla K., 2003, Journal of Health Psychology, 8(3), 373-381